

Article 31 du Règlement

• (1410)

Dans ce nouveau régime, on dirait que le gouvernement et ses membres élus ont un moins grand rôle à jouer dans l'élaboration de la politique gouvernementale et dans la prise des décisions relatives aux dépenses publiques.

Quelles sont les caractéristiques de ce nouveau régime? Premièrement, l'opposition oublie qu'elle a perdu les dernières élections. Ensuite, au Sénat, nous avons une minorité libérale qui veut établir arbitrairement le programme législatif, qui veut décider quels projets de loi seront adoptés. Pourquoi pas! Après tout, elle n'a de comptes à rendre à personne.

Enfin, hier, nous avons entendu le chef de l'opposition, qui n'a même pas été élu à la Chambre des communes, donner des directives sur la procédure relative aux votes à l'autre endroit.

Les Canadiens en ont assez de ce nouveau régime fondé sur le sectarisme et l'opportunisme politiques. Le temps est venu de donner de nouveau au Canada un gouvernement responsable.

Les élections donnent au gouvernement élu le droit de gouverner. Elles ne donnent pas à un groupe de personnes non élues le droit d'établir leur propre programme politique et législatif. Le temps est venu de passer à l'action. Les Canadiens le méritent.

* * *

LA JOURNÉE NATIONALE DES ÉTUDIANTS

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, des centaines de milliers d'étudiants canadiens—et j'en vois un certain nombre, ici même, à la tribune—célèbrent aujourd'hui la Journée nationale des étudiants. Pour beaucoup d'entre eux, cette occasion n'est pas particulièrement joyeuse.

On sait que 30 p. 100 des étudiants quittent l'école secondaire au Canada avant d'avoir reçu leur diplôme. Dans les collectivités autochtones, ce pourcentage est beaucoup plus élevé, atteignant 90 p. 100 à certains endroits. L'insuffisance du financement de l'éducation postsecondaire a provoqué une véritable crise dans de nombreux établissements.

Ainsi, en moins de dix ans, les paiements de transfert aux provinces au titre de l'éducation auront baissé de 10 millions de dollars. Les installations et le matériel se détériorent rapidement. Les fonds affectés aux sciences et à la technologie diminuent, tout comme les fonds réservés à la recherche et au développement.

En même temps, les frais de scolarité montent en flèche. On est même allé jusqu'à imposer des frais d'administration de 3 p. 100 aux pauvres qui ont besoin d'argent pour faire leurs études.

La Fédération canadienne des étudiants a publié aujourd'hui un rapport décrivant une stratégie de changement. Ce rapport expose les principaux problèmes: manque d'imagination, manque de planification, absence de stratégie et absence d'objectifs clairs. On retrouve ces mêmes problèmes dans les programmes économiques, sociaux et environnementaux du gouvernement. Ce sont les mêmes problèmes.

[Français]

L'éducation représente un investissement dans l'avenir de notre pays. Où est le leadership politique que devrait démontrer ce gouvernement?

* * *

[Traduction]

LE SÉNAT

Mme Edna Anderson (Simcoe-Centre): Monsieur le Président, dans toute l'histoire du Canada, jamais le Sénat, dont les membres sont nommés, n'a transgressé la tradition en rejetant des projets de loi d'une importance cruciale pour l'avenir de notre économie. Ce qu'il fait a de quoi scandaliser tous ceux qui croient à la démocratie et au gouvernement représentatif.

Depuis 1984, le gouvernement cherche à réduire le déficit et à améliorer les perspectives économiques du Canada tant chez nous qu'à l'étranger. En 1988, il a réaffirmé cet engagement.

Nos efforts ne sont pas aussi fructueux qu'ils devraient l'être parce que le Sénat, dominé par les libéraux, gêne le travail de la Chambre en refusant d'adopter des projets que celle-ci lui renvoie.

Ces sénateurs libéraux nommés par Trudeau et qui n'ont de comptes à rendre à personne semblent craindre d'adopter ces mesures législatives parce qu'ils savent qu'elles auront des effets bénéfiques, ce qui nuira aux libéraux aux prochaines élections.

* * *

LA SEMAINE NATIONALE DES COOPÉRATIVES

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, c'est la Semaine des coopératives au Canada, et nous en profitons pour souligner les réalisations de ce secteur économique démocratique qui appartient intégralement à des intérêts canadiens.

L'historique des coopératives montre que, lorsqu'ils unissent leurs efforts, les Canadiens arrivent à réaliser tous leurs objectifs. Pour quelles raisons alors le gouvernement n'apporte-t-il pas aux coopératives un appui aussi important que celui dont profite la grande entreprise?